

d'une fédération d'États mi-autonomes ralliés autour d'un gouvernement fédéral faible. Ce n'est pas une déclaration qui émane des députés de l'opposition; elle a été faite par le lieutenant du parti libéral et du gouvernement fédéral. Il a déclaré que le fédéralisme théorique du premier ministre nuisait au pays. Avant tout, a-t-il dit, ce fédéralisme retarde l'adoption de mesures au sujet du logement et de la pollution; il paralyse l'expansion urbaine et entrave les mesures urgentes au sujet de nombreuses autres questions d'importance capitale. Le ministre des Transports a déclaré qu'il ne pouvait pas l'accepter.

Un examen sérieux de la déclaration que le ministre a faite hier indique qu'il est temps que tous les représentants à la Chambre réfléchissent à l'orientation que le gouvernement donne au Canada et aux Canadiens. Je suis ici depuis septembre. J'ai entendu les ministres faire des foules de promesses et dire qu'ils allaient agir au sujet du problème du logement au Canada.

● (7.40 p.m.)

Voyons ce que le ministre chargé du logement, le pivot du cabinet et l'expert numéro un des problèmes domiciliaires de notre pays, a dit hier. Il n'entrevoit pas, a-t-il dit, dans les semaines ou même les mois à venir la possibilité qu'aucune des recommandations de sa commission d'étude sur le logement ne soit acceptée par le gouvernement. Voici ses propos d'après le *Journal* d'Ottawa du 24 avril:

J'estime que le logement est une question qui incombe au gouvernement fédéral. Elle en a toujours relevé et elle devrait en relever actuellement. Ottawa devrait imprimer une impulsion dans ce domaine.

Cet après-midi, nous avons entendu les députés libéraux, les uns après les autres, répudier les déclarations de l'ancien ministre. Depuis septembre on nous avait dit que le gouvernement actuel montrerait vigoureusement la voie. Soudain nous constatons que ce n'est pas le cas et que le gouvernement actuel semble peu disposé à imprimer une impulsion vigoureuse à la nation canadienne dans le domaine du logement.

Le ministre a ensuite abordé un autre sujet que le logement:

La plupart de mes commettants sont des pauvres et ils ne peuvent pas attendre.

Les gosses qui voulaient nager sur une plage de ma circonscription l'été dernier ne peuvent pas attendre que l'on décide qui sera chargé d'enrayer la pollution.

Nous, en tant que Canadiens, ne pouvons pas attendre plus longtemps que ce gouvernement faible, vacillant et inefficace prenne des décisions à propos de la pollution. Depuis trop longtemps ces problèmes importants, le logement, la pollution, l'aménagement urbain et

le chômage, sont suspendus au-dessus de nos têtes comme des épées de Damoclès. Finalement, en désespoir de cause, l'un des pivots du parti au pouvoir a dû présenter sa démission parce qu'il ne pouvait plus tolérer cette apathie. Les membres du parti libéral devraient songer davantage à la possibilité de tenir tête au premier ministre et d'exiger des changements, surtout lorsque nous nous orientons dans une voie qui n'est pas propice aux Canadiens.

Je voudrais consacrer quelques minutes de plus à la discussion d'une ou deux phrases prononcées hier, car elles ont une importance vitale pour le Canada. Les membres de notre parti ont critiqué, de même que nous avons critiqué aujourd'hui—peut-être plus que jamais—le gouvernement actuel. J'aimerais citer, comme les rapporte le même article, les paroles de l'ancien ministre des Transports, qui était responsable de l'habitation:

Il s'est fait doubler par un premier ministre qui a insisté sur le fait que, «du point de vue constitutionnel, un grand nombre de ces problèmes ne relèvent pas du gouvernement fédéral.»

Il parlait des problèmes urbains, des problèmes concernant l'habitation et la pollution.

Au cours des élections de juin dernier, le gouvernement a promis aux Canadiens qu'il allait s'attaquer à ces problèmes. Quand nous sommes arrivés à Ottawa, nous avons découvert que le premier ministre et son cabinet avaient délibérément trompé les Canadiens. Ils ne leur ont pas déclaré, au cours de la campagne électorale de juin dernier, qu'ils allaient abandonner le problème du logement et le confier aux gouvernements municipaux et provinciaux. Ils n'ont pas indiqué, en juin dernier, qu'ils allaient se débarrasser des problèmes de logement et de la pollution sur le dos des municipalités et des provinces. Ils n'ont jamais dit aux gens, en juin dernier, qu'ils ne s'intéressaient pas aux problèmes urbains de notre pays. Ils ne leur ont pas dit, en juin dernier, que telle était la direction qu'ils comptaient suivre. A mon avis, il est grand temps, pour chaque député, de réfléchir bien plus longuement et sérieusement à cette démission et à la déclaration qui l'a annoncée qu'ils ne l'ont fait durant la brève période qui s'est écoulée depuis.

Le ministre a fait une autre déclaration qu'il convient, à mon avis, de consigner au compte rendu. La voici:

Les théories constitutionnelles du premier ministre sonnent bien dans une salle de classe; l'ennui, c'est qu'elles sont absolument inapplicables.

Les Canadiens attendent du gouvernement fédéral qu'il assure le plein emploi—sans l'insidieuse inflation actuelle—qu'il prenne des mesures pour assurer la pureté de l'air et de l'eau. Ce sont là des problèmes vitaux. Mais le premier ministre pense qu'il faut laisser aux provinces le soin de les résoudre, pendant que lui-même fait le tri des priorités constitutionnelles.

[M. Harding.]